

AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT DANS L'EST DU QUÉBEC... ET DANS L'OUEST DE LA FRANCE

Nicole CROIX

Maître de Conférence - Université de Nantes

Il ne s'agit pas de faire ici un compte-rendu exhaustif et critique de l'ouvrage que B. JEAN, professeur de sociologie à l'Université du Québec à Rimouski, directeur du groupe de recherche en développement de l'Est du Québec (G.R.I.D.E.Q.), a publié en 1985 (1) : cela a déjà été fait (2), et nous souhaitons surtout attirer l'attention sur une analyse qui rejoint singulièrement les préoccupations de tous ceux qui aujourd'hui posent la question du devenir agricole de la France, et de la région Ouest en particulier (2).

En France comme au Canada et au Québec, avec des différences qui sont liées aux notions d'échelle, de distance et de dispersion (3) dont il faut tenir compte dans toute comparaison avec aussi quelques années de décalage dans le temps, le modèle de développement agricole choisi après 1945, n'a-t-il pas accéléré les disparités spatiales en marginalisant les régions rurales défavorisées sur le plan naturel, périphériques par rapport aux grands centres économiques et politiques, aménagées souvent récemment dans les années trente pour l'Est du Québec? Ce modèle n'a-t-il pas aussi aggravé les disparités sociales du monde rural en précipitant de nombreux agriculteurs dans des situations d'endettement et de faillite ? Il peut paraître curieux, voire exagéré de comparer l'ouest de la France et l'est du Québec ! En effet l'Ouest français a participé très activement au mouvement de modernisation de l'agriculture à partir de 1955, ce qui a permis à cette région de devenir le premier bassin laitier et une zone d'élevage industriel très importante. Le "modèle breton" a été le prototype d'une agriculture productiviste, aux rendements élevés obtenus par des agriculteurs dynamiques, avec cependant des structures d'exploitation familiales, peu de salariés, et surtout le maintien voire le développement surprenants de petits producteurs traditionnels, héritiers de la paysannerie locale, néo-ruraux revenus à la terre par dégoût de la vie urbaine, ou encore agriculteurs marginaux, travaillant à temps partiel, double-actifs, retraités... A partir de 1974, la crise va toucher de plein fouet les exploitations modernisées, directement concernées par le coût croissant des consommations intermédiaires, des intrants, la dépendance à l'égard des importations agricoles et donc devenues plus fragiles face à la concurrence européenne et internationale. En 1984, la mise

en place, sur le plan européen, des quotas laitiers allaient contribuer à aggraver la situation des producteurs de l'Ouest, vu l'ampleur de la spécialisation laitière. Dès lors, les difficultés atteignent non plus seulement les petits exploitants traditionnels pénalisés par des structures très médiocres, mais les chefs d'exploitation entrés dans le processus de modernisation. Ce sont donc les exploitations familiales moyennes ou grandes, celles qui forment la trame fondamentale du tissu agricole français qui disparaissent ! Ce phénomène est accentué par les évolutions démographiques récentes de la région Ouest : classes d'âge nombreuses qui partent à la retraite, alors que les jeunes agriculteurs susceptibles de prendre la relève sont de plus en plus rares étant donné la chute dans les campagnes des taux de fécondité et de natalité de plus en plus alignés sur les taux urbains, ce qui a pour conséquence de tarir le réservoir traditionnel pour les installations. Le malaise grandit dans le monde agricole et para-agricole, responsables professionnels, élus politiques et syndicalistes s'alarment de la multiplication des faillites, du faible taux de renouvellement de la population agricole, de la déprise agricole qui commence à atteindre toute une région qui connaissait des densités agricoles élevées jusqu'à ces dernières années. Dans la presse locale, on parle de milliers d'hectares libérés à court et moyen terme, certains insistent sur les handicaps naturels, pédologiques et climatiques, sur la situation périphérique éloignée des grands axes de communication européens, d'autres annoncent l'extension des friches, les reboisements !

B. JEAN nous montre comment, face à une situation de crise comparable, les producteurs de l'Est du Québec ont répondu à un processus de marginalisation qui menaçait la survie même de leurs collectivités locales. En effet le modèle productiviste a conduit cette région Est du Québec à une régression de l'agriculture, marquée par un exode rural, une diminution du nombre des exploitations, une baisse des revenus, un rétrécissement du domaine agricole, un accroissement des inégalités, tandis que l'on assistait à la décomposition des formes de production agricole domestique et au maintien du sous-développement régional. La politique agricole mise en place dans les régions périphériques a d'abord été une politique d'assistance, qui n'a d'ailleurs pas été favorable aux plus démunis, puis a favorisé la création de pôles de croissance en concentrant les investissements sur un seul secteur en même temps que d'autres espaces étaient fermés et des villages rayés de la carte : inutile d'insister sur l'échec de ces mesures politiques qui ont suscité au contraire toute une série de protestations et de résistances chez les producteurs locaux qui malgré tous les efforts gouvernementaux n'étaient pas tous partis, ni tous devenus des petits chefs d'entreprise, faire-valoir des agriculteurs des zones agricoles prospères ! Dans toute la deuxième partie de son ouvrage l'auteur décrit l'importance et la diversité des formes de cette résistance de la petite production agricole, et analyse leurs conséquences pour le développement agricole et rural de la région. Les chapitres consacrés à l'agriculture à temps partiel, à l'agriculture de groupe, aux entreprises agricoles communautaires et à l'agriculture écologique sont particulièrement passionnants, et importants pour faire avancer la réflexion en France, car au-delà des analyses précises de cas concrets, l'auteur replace toujours le rôle joué par ces agricultrices et ces agriculteurs dans le développement rural. En conclusion l'auteur oppose à la généralisation d'un unique mode de développement, la diversité des solutions possibles qui permettent de préserver ou de reconquérir l'identité culturelle d'une région et de ses habitants. N'est-il pas grand temps

en France aussi, alors qu'on utilise à tout propos le terme de diversification, de compter sur les capacités d'adaptation des agriculteurs, sur leurs possibilités d'innovation, et d'encourager de manière concrète toutes les initiatives locales ?

Dans l'ouest de la France comme dans l'est du Québec, les agriculteurs, soutenus par une volonté politique clairement définie, sont capables de dépasser les contraintes locales, et, face à l'échec d'une généralisation abusive du modèle de l'agriculture productiviste, de trouver des solutions mieux adaptées pour un objectif qui ne peut plus être fondé sur la seule croissance agricole, mais qui doit englober tout le développement rural de la région, ce que les Québécois appellent "l'aménagement intégré de toutes les ressources locales" !

Notes

- (1) JEAN B., Agriculture et développement dans l'Est du Québec, 1985, Presses de l'Université du Québec, Québec, 431 p.
- (2) Voir par exemple le compte-rendu bibliographique signé R. LAVERTUE in "Cahiers de géographie du Québec", vol. 30, n° 80, sept. 1986, pp. 300-301.
- (3) DUGAS C., Un pays de distance et de dispersion 1981, Presses de l'Université du Québec, Québec, 221 p.